

Didier Gosuin : « Rationaliser, élaguer, simplifier, tout mettre à plat ! »

BRUXELLES Le futur ministre FDF annonce une révolution dans la gouvernance

► Didier Gosuin revient sur l'accord majoritaire bruxellois.

► Point fort : des pouvoirs publics « efficaces »... « Fini de créer des trucs pour le plaisir ! »

► Et des « changements de paradigme » en emploi comme en fiscalité.

ENTRETIEN

Il affiche le large sourire de celui qui va retrouver des responsabilités ministérielles après dix années d'opposition au Parlement bruxellois. Didier Gosuin se dit surtout satisfait d'avoir pu imprimer dans les négociations la marque du FDF, singulièrement la révolution dans la gouvernance et la priorité à l'emploi et à la formation. « Cela fait dix ans que je tape sur ce clou », répète-t-il dans l'entretien qu'il nous a accordé mercredi.

Comment qualifier cet accord ?

C'est une rupture, on change de paradigme. On a osé remettre à plat toutes les politiques régionales. On rationalise. C'était un des souhaits forts du FDF.

On verra ça lors de la confection du budget. Vraiment ?

Mais on a déjà commencé ! Vous avez lu l'accord : on rassemble un certain nombre d'organismes dans une série de domaines. On met au point des techniques d'évaluation permanente. Il était temps d'élaguer, de simplifier.

La rationalisation des structures, c'est une chose, supprimer des politiques existantes

en est une autre. On aura le courage de faire ça ?

Bien sûr ! On va par exemple rationaliser les maisons de l'emploi, les maisons de l'énergie... Fini de créer des trucs pour le plaisir !

C'est la patte du FDF dans l'accord ?

Je vous laisse juger. Mais cela fait quelques années que je tape sur ce clou, en disant qu'on ne peut plus continuer comme ça.

Cela étant, qu'y a-t-il d'enthousiasmant dans ce projet ?

Mais c'est « enthousiasmant » de savoir que les pouvoirs publics

vont avoir un regard critique sur eux-mêmes ! Le citoyen attend des pouvoirs publics qu'ils soient lisibles, efficaces, à leur service, pas au service d'eux-mêmes.

Il faudra aller vite pour amorcer la nouvelle dynamique, sous peine de refaire « comme avant »...

Exact. Très vite, il y aura des ordonnances pour créer la nouvelle organisation des structures. Aujourd'hui, on a l'occasion de tout remettre à plat. Une re-création de la Région.

Ecolo dit précisément que l'accord ne prévoit que des études et des évaluations...

Je peux rassurer Ecolo : en matière d'études, ils n'ont de leçons à donner à personne. A l'IBGE, le budget consacré aux études est important... Arrêtons tout ça. Pour le reste, il faut aller à l'essentiel : l'emploi, le logement, la mobilité... Des projets enthousiasmants. En emploi, par exemple, on va changer de paradigme.

Pourquoi dites-vous cela ?

Parce qu'on va développer l'activation.

Auparavant, que faisait-on ? On aidait les entreprises à engager des travailleurs peu qualifiés. Mais quand on aide l'entreprise, on aide tous les travailleurs de l'entreprise, même si 60 % de ces travailleurs ne sont pas bruxellois. Maintenant, on va donner à chaque demandeur d'emploi, jeune, non qualifié, un sac à dos, dans lequel on mettra des possibilités de stages, de formations, de réductions de cotisations sociales. Il se présentera aux entreprises porteur d'avantages, notamment en matière d'activation, qui ont un impact sur le coût du travail. L'entreprise aura intérêt à aller chercher des Bruxellois. On a essayé, jusqu'ici, la politique traditionnelle, on va essayer autre chose. On prend des risques mais moi, j'ai confiance.

Les jeunes chômeurs vont percevoir le changement ?

D'abord, on sort de la logique du bouc émissaire, qui consiste à dire que tous les jeunes sans emploi sont des fainéants. C'est très important. A un moment donné, au fédéral, on sanctionnait les gens parce qu'ils ne trouvaient pas de boulot. Nous avons une obligation d'offrir des formations, des stages et les moyens d'être concurrentiel sur le marché du travail. Après ça, les jeunes qui ne veulent pas, si tant est que ça existe, seront responsables. Nous serons des partenaires actifs, il faudra que les jeunes le soient également.

Beci - patronat bruxellois - met en garde contre un trop grand nombre de contraintes

pour les entreprises.

Pour mener ces politiques, la concertation sociale sera pleine et entière. Et moi j'entends que les entreprises veulent jouer le jeu. Elles veulent bien sûr des travailleurs formés ; les pouvoirs publics ont le devoir d'améliorer les politiques de formation. Mais on demande aussi aux entreprises d'être solidaires du milieu dans lequel elles vivent, et d'être attentives à, elles aussi, offrir des réponses aux situations sociales vécues par les Bruxellois.

Vous projetez aussi une réforme fiscale. Là encore, un changement de paradigme ?

Cela fait dix ans qu'on dit qu'il faut réduire la fiscalité sur le travail. Hormis le MR qui croit qu'on peut faire des cadeaux et que la fée Perlimpinpin produit un « effet retour » de 100 %, on sait bien qu'il faut faire des transferts. Eh bien, nous l'avons fait. On supprime le pourcent Agglo et la taxe régionale, ça fait à peu près 200 euros par an pour

un ménage aux revenus moyens. S'il est propriétaire, il gagnera un tout petit peu moins que 200 euros. Bien sûr, s'il est multipropriétaire, il va devoir payer plus. Mais il faut oser des choses. On doit arrêter d'être frileux.

Comment a-t-on mis le budget à l'équilibre ? En fusionnant des structures ?

Ah non, tout ce qui est rationalisation n'est pas chiffré, cela créera les marges budgétaires. En revanche, on a mis le budget à l'équilibre d'abord par des réductions de dépenses, structurelles, linéaires ou ciblées. Et puis, il y aura des recettes supplémentaires.

Des impôts ?

Non ! Le citoyen ne sera pas touché. Le cadre budgétaire sera présenté lors de la déclaration de politique régionale, au parlement bruxellois. L'une des mesures est connue : notre incinérateur va vendre des certificats verts. Tout le monde le fait, sauf Bruxelles. Nous, on va le faire. ■

AVENIR**Un casting pour vendredi**

Laurette Onkelinx multiplie les contacts bilatéraux pour répartir les compétences au sein du gouvernement bruxellois. Une certitude : le Budget et les Finances resteront chez Guy Vanhengel (VLD), numéro deux du gouvernement. Didier Gosuin est clairement candidat à un portefeuille Emploi/Formation, idéalement complété par l'Economie, que convoite aussi le CDH. Céline Fremault combinerait volontiers l'Environnement avec l'Economie, voire le Tourisme. Le PS devrait joindre à la ministre-présidence la tutelle sur les communes, la sécurité ainsi que l'aménagement du territoire, compétence clé dans le développement de la Région. Pascal Smet, lui, rêve des Transports et Travaux.

V.L.A.

Propos recueillis par
DAVID COPPI
ET VERONIQUE LAMQUIN